

La lettre d'information s'arrête pendant le mois d'août. Toute l'équipe de l'IRIS vous souhaite un très bon été, et vous donne rendez-vous en septembre.

3èmes Cycles

INSTITUT PRIVÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
diplômes de niveau Bac +4 et Bac +5

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS POUR 2009-10

IPRIS 1^{ère} année - Niveau Bac +4, accessible après une licence

> **DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES FONDAMENTALES RELATIONS INTERNATIONALES**

IPRIS 2^{ème} année - Niveau Bac +5, accessible après une maîtrise ou un Master I

- > **DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES RELATIONS INTERNATIONALES**
- > **DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DÉFENSE, SÉCURITÉ ET GESTION DE CRISE**
- > **DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES GÉOÉCONOMIE ET INTELLIGENCE STRATÉGIQUE**
- > **DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES ÉTUDES EUROPÉENNES**
- > **DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES ACTION INTERNATIONALE ASSOCIATIVE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**
- > **DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE**

Présentation de l'école et de nos programmes, demandes de dossier d'inscription sur

www.iris-france.org

Parution



Présentation page 7

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :



"Et si l'avenir de l'OTAN était dans ses partenariats ?" - Par Vivien PERTUSOT, assistant de recherche à l'IRIS, 21 juillet



"Le 'baromètre de la protection des civils' : pour une nouvelle diplomatie de résolution des conflits" - Par Nicolas VERCKEN, chargé de plaidoyer pour Oxfam France - Agir ici, 17 juillet



"Les notes de musiques, ou : de l'analyse spectrale dans la stratégie chinoise classique" - Par Robert RANQUET, Chargé de mission auprès du Secrétaire général, Conseil général de l'Armement, 17 juillet



"2009 Elections in Latin America : The Legislative Dispute in Argentina and the primaries in the Uruguayan Political Parties" - Par Thiago de ARAGÃO, chercheur associé à l'IRIS, 15 juillet



"L'Irak, nouvelle destination touristique" - Par Hubert DEBBASH, PDG de Terre entière et de Babel Tours, 13 juillet



"Chine : des émeutes organisées dans l'optique du G8" - Jean-Vincent BRISSET, directeur de recherche à l'IRIS, par LCI.fr, 10 juillet



"Le G8 a-t-il perdu toute raison d'être ?" - Par Pascal BONIFACE, Directeur de l'IRIS, 10 juillet



"The crisis in Honduras points to a new scenario for Latin America" - Par Thiago de ARAGÃO, chercheur associé à l'IRIS, 10 juillet



"Clotilde Reiss est prise en otage" - Barah MIKAÏL, chercheur à l'IRIS, par le Point.fr, 10 juillet

Actualité du Moyen-Orient et du Maghreb

LA GESTION DE L'EAU ENTRE ISRAËL ET LES TERRITOIRES PALESTINIENS. OPPORTUNITÉS ET LIMITES POUR LA COOPÉRATION

Alexandre Pitot, étudiant à l'IPRIS / juillet

La Palestine a dès le départ été confrontée à des préoccupations hydrauliques. Ainsi dès le 2 Novembre 1917, date de la déclaration de Balfour promettant aux juifs l'établissement d'un foyer national juif en Palestine, le Président de l'Organisation Sioniste Mondiale, Chaïm Weizmann, écrit une lettre au Premier ministre britannique, en 1919, pour élargir les frontières de la Palestine notamment au Nord.

http://www.iris-france.org/docs/pdf/actu_mo/2009-07-11.pdf

Dans la presse

LES NON-DITS DE L'UPM SONT PROBLÉMATIQUES

Barah Mikail par Amel Bliidi / El Watan - Algérie / 16 juillet

Il est abusif de parler de la mort de l'UPM. Certes, après un an d'existence, celle-ci n'a pas connu les évolutions initialement escomptées par ses initiateurs. Dans le même temps, on ne peut que constater que l'UPM n'a pas pour autant annulé, ni même entravé les acquis du Processus de Barcelone, qui avait été initié en 1995. **SUITE PAGE 3**

Médias

→ TÉLÉVISION

La Turquie et le procès Ergenekon
Didier Billion par France 24 (21/07)

Les attentats en Indonésie
Jean-Vincent Brisset par Turquie News - Turquie (17/07)

Le sommet des Non-alignés
Eddy Fougier par TV5 Monde (16/07)

L'armée en temps de crise
Jean-Pierre Maulny par Pierre Bonte (Public Sénat, 13/07)

Ventes d'armes et secret d'Etat
C dans l'air, Pascal Boniface par Yves Calvi (France 5, 9/07)

→ RADIO

La visite de Maliki à Washington
Barah Mikail par Radio Orient (22/07)

La crise du Honduras
Jean-Jacques Kourliandsky par
- Radio Vatican (21/07)
- RCF (13/07)
- *La société des nations*, Madeleine Mukamabano (France culture, 9/07)

L'assèchement de la Mer morte
Barah Mikail par Pierre Bousset (Medi 1, 21/07)

Washington et les colonies israéliennes
Barah Mikail par Radio Suisse romande (20/07)

Fermeture de la base militaire américaine de Manta (Equateur)
Jean-Jacques Kourliandsky par RFI (16/07)

Menaces d'al-Qaida contre la Chine
Jean-Vincent Brisset par Fabrice Aubert (LCI, 16/07)

Retour sur la création de l'Etat d'Israël
Barah Mikail par BBC World (15/07)

La crise économique en Espagne
Jean-Jacques Kourliandsky par

Dans la presse

OBAMA PEUT-IL PROPOSER UN NOUVEAU PARTENARIAT À L'AFRIQUE ?

Barthélémy Courmont / Contre-feux / 12 juillet

En effectuant sa première visite en Afrique subsaharienne depuis son élection, Barack Obama arrive dans un continent déjà totalement séduit par son profil. Et on parle d'une redéfinition des relations Etats-Unis - Afrique. Mais sur la base de quoi, et dans quel but ? [SUITE PAGE 4](#)

OBAMA ET LES ELÉCTIONS DU PROCHE-ORIENT

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 9 juillet

Barack Obama n'a pour le moment guère de chance avec les processus électoraux. Les élections israéliennes du 10 février ont débouché sur la mise en place du gouvernement le plus extrémiste qu'Israël ait jamais connu. Il ne faut pas compter sur lui pour rechercher de façon active un accord de paix avec les Palestiniens. [SUITE PAGE 6](#)

Préparation en droit - Rentrée 2009

INSTITUT PRIVÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
Etablissement d'enseignement supérieur privé

PRÉSENTATION

33.000 bacheliers se pressent chaque année en première année de droit, dont un nombre important en Région Île-de-France, où pas moins de 9 universités proposent un cursus complet (L.M.D.). Or les études de droit comptent parmi les plus sélectives. Au moins 50% des étudiants abandonnent ou redoublent la 1^{ère} année. Ce taux d'échec s'explique en partie par le particularisme des matières enseignées et l'impréparation des ex-lycéens.

Dans ce contexte, l'IPRIS, établissement d'enseignement supérieur privé enregistré auprès du Rectorat de Paris, propose une préparation à la première année de droit qui vise à optimiser les chances de réussite des futurs étudiants. Pour ce faire, l'institut met à profit son expérience avec des enseignants compétents et outils pédagogiques rigoureux.

SESSION UNIQUE AU CHOIX

- > du 20 au 24 juillet 2009
- > du 31 août au 4 septembre 2009

EQUIPE PÉDAGOGIQUE

- ◆ **M. Béligh NABLI**, Maître de conférences en droit public à l'université de Paris XII, chercheur associé à l'IRIS
- ◆ **M. Kostya RILOV**, Chargé de cours en droit privé à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne
- ◆ **Mme Myriam BELAIDI**, Avocat à la Cour

CONTACT - IRIS - 2 bis rue Mercoeur - 75011 Paris - 01.53.27.60.64 - paulmier@iris-france.org

PLUS D'INFORMATIONS SUR www.iris-france.org

Médi 1 (15/07)

Les Ouïghours

Jean-Vincent Brisset par
- BFM (15/07)
- Radio Suisse Romande (9/07)
- AFP ausio (7/07)

Premier anniversaire de l'UPM

> Didier Billion par Radio Vatican (14/07)
> Barah Mikail par Jean-Michel Bos (Deutsche Welle, 13/07)

Le rebond économique de Singapour
Jean-Vincent Brisset par RFI (14/07)

Signature de Nabucco

Didier Billion par
- RFI (13/07)
- Radio Algérie internationale (13/07)

Obama, le discours du Caire et le nouvel Ordre international

Karim Bitar par Madeleine Mukamabano (RFI, 12/07)

Les opérations pakistanaises contre les Talibans

Jean-Vincent Brisset par Radio Vatican (10/07)

Les cyber attaques nord-coréennes

Jean-Vincent Brisset par Pierre Bousset (Médi 1, 9/07)

Le G8 et l'aide aux pays africains

Jean-Vincent Brisset par Radio algérienne internationale (9/07)

→ PRESSE ÉCRITE

La situation en Iran

Barah Mikail par AFP (20/07)

Le retrait américain d'Irak

Barah Mikail par
- Emilie Sueur (L'Orient le Jour - Liban, 20/07)
- L'Orient le Jour - Liban (14/07)

La situation au Moyen-Orient

Didier Billion par Al-Ahram - Egypte (18/07)

Pourparlers de paix indo-pakistanaïse

Jean-Vincent Brisset par Philippe Migaux (16/07)

Les Ouïghours

Jean-Vincent Brisset par
- Politis (16/07)
- *La Nouvelle République*, par LCI.fr (8/07)

Premier anniversaire de l'UPM

Barah Mikail par Mounir Cheriffa (Le Midi libre - Algérie, 14/07)

La crise du Honduras

Jean-Jacques Kourliandsky par
- TV5.org (13/07)
- Témoignages chrétiens (10/07)

Abonnement

Désinscription sur simple demande à :
contact@iris-france.org

LES NON-DITS DE L'UPM SONT PROBLÉMATIQUES

Barah Mikail par Amel Blidi / El Watan - Algérie / 16 juillet

Un an après son inauguration en fanfare, peut-on dire aujourd'hui que l'UPM est-il un projet mort-né ?

Il est abusif de parler de la mort de l'UPM. Certes, après un an d'existence, celle-ci n'a pas connu les évolutions initialement escomptées par ses initiateurs. Dans le même temps, on ne peut que constater que l'UPM n'a pas pour autant annulé, ni même entravé les acquis du Processus de Barcelone, qui avait été initié en 1995. Le projet euro-méditerranéen continue à connaître des heurts, cela est incontestable ; mais ceux-ci n'en demeurent pas moins surmontables, à la condition de déployer les bonnes recettes.

Que pourrait apporter l'UPM aux pays de la rive sud de la méditerranée sachant que le déséquilibre est flagrant ?

C'est parce que le déséquilibre est flagrant, justement, que l'UPM demeure utile et à même de rapprocher les rives Nord et Sud de la Méditerranée. Ce sont les questions économiques et sociales qui traduisent le plus cette réalité : c'est par l'injection et la mise à disposition utile et pertinente de ses propres moyens et de son savoir-faire que l'Union européenne pourra, ou plutôt pourrait, participer d'une amélioration du quotidien des populations du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Mais ce n'est pas tout que de le constater : il faut aussi agir à travers le développement de moyens effectivement requis. Or, tant que les Européens ne doubleront pas leurs fonds financiers, leurs projets économiques et leurs beaux discours d'une consécration de leur stature politique, ils auront probablement bien du mal à se rendre convainquants aux yeux de leurs homologues méridionaux.

Ce qui manque aux Européens, c'est une cohésion et une vision politique qui les rendent lisibles aux yeux de leurs homologues. Chose qui, bien évidemment, demeure plus difficilement réalisable à 27 qu'à 5 ou à 6.

Après l'offensive israélienne à Ghaza, pensez-vous que les pays arabes acceptent de reprendre les chemins de l'UPM ?

Ils ont d'ores et déjà accepté de reprendre le chemin de l'UPM, comme le prouve leur dernière réunion en date, consacrée aux questions de développement durable, et intervenue à la fin juin 2009. Mais cela ne garantit pas pour autant un plein aboutissement du projet de l'UPM, qui ne pourra d'ailleurs s'inscrire que sur un temps long. Dans le même temps, il est intéressant de constater combien l'offensive israélienne vis-à-vis de la Bande de Gaza a exprimé la méfiance qu'ont les pays arabes en général vis-à-vis de ce projet. Et, de la même manière, la reprise des tractions euro-méditerranéennes prouve que les riverains méridionaux de la Méditerranée demeurent intéressés par les tenants et les

aboutissants d'un projet qui leur garantit des fonds et une prise en considération. Ce qui manque, c'est la dynamique qui permettra de concilier à la fois les ambitions et les attentes des uns et des autres.

Sur quels piliers devrait reposer l'UPM, d'après vous ?

Il serait bien prétentieux de ma part de dire que je détiens la clé du succès de l'UPM. Mais ce que je constate, c'est que ce projet est louable dans ses intentions, mais beaucoup moins abouti dans ses potentialités d'évolution. Les aspirations officielles de rapprochement des perspectives politiques entre pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, et d'amélioration des conditions de vie économiques et sociales de leurs ressortissants, sont ainsi tout ce qu'il y a de plus noble. Par contre, les non dits de ces mêmes aspirations (limiter les mouvements de migration vers les pays de l'UE notamment), ainsi que les contraintes conjoncturelles comme structurelles concrètes (absence d'une instance identifiable et aux orientations claires, manque de détermination politique des Européens) sont beaucoup plus problématiques. Or, ce n'est qu'à partir du moment où l'UE se dotera de principes politiques et diplomatiques clairs, qu'elle pourra effectivement prétendre à un rôle à la hauteur des moyens financiers et infrastructurels qu'elle engage. Pour le dire d'une phrase, le projet d'UPM serait bien plus abouti s'il exprimait aussi un positionnement politique de la part des membres de l'UE ; c'est ici que réside sa faille principale.

Après l'échec du processus de Barcelone, peut-on encore croire en la création d'une entité euro méditerranéenne pour consolider les liens entre les pays des deux rives ? Est-ce que les logiques bilatérales continueront à l'emporter ?

Même si je ne crois pas que le Processus de Barcelone mérite d'être envisagé comme un échec, je crois effectivement que le bilatéral demeure encore d'actualité. Qui plus est, ce sont les initiatives plus restreintes et moins médiatisées qui ont eu tendance à garantir plus d'avancées jusqu'ici, comme on a pu le voir avec le fameux processus 5+5. Cela étant dit, je crois aussi qu'il demeure trop tôt pour croire au potentiel d'une entité euro-méditerranéenne globale qui pourrait tout régler par un coup de baguette magique. Ce n'est que de manière graduelle que l'on pourra effectivement mettre en place les conditions pour l'institution d'un " Barcelone + " qui puisse être annonciateur d'une UPM aboutie. Mais un tel horizon demeure encore très lointain pour l'heure. ■

OBAMA PEUT-IL PROPOSER UN NOUVEAU PARTENARIAT À L'AFRIQUE ?

Barthélémy Courmont / Contre-feux / 12 juillet

La visite au Ghana revêt ainsi un caractère hautement symbolique. Pourquoi le Ghana ? Parce qu'il s'agit, de l'avis de la Maison-Blanche, d'une démocratie stable et modèle, mais aussi parce c'est un des pays d'Afrique dans lesquels l'image des Etats-Unis est la meilleure (à l'exception du Kenya, Obama oblige). Accueilli à son arrivée au son des tambours et de danses, le chef de la Maison Blanche a rencontré le président John Atta Mills. Mais au-delà des symboles, les attentes sont très fortes côté africain. On parle ainsi d'une redéfinition des relations Etats-Unis - Afrique. Mais sur la base de quoi, et dans quel but ?

Une popularité exceptionnelle

Pour de nombreux Africains, Barack Obama est l'enfant du pays. Ses origines kenyannes sont ainsi la garantie d'une popularité qu'aucun président américain n'a jamais été en mesure d'atteindre sur le continent africain. Mais au-delà de ses origines, et du fait qu'il soit systématiquement présenté comme le premier président afro-américain à siéger à la Maison Blanche, c'est son message qui lui apporte une grande popularité en Afrique. Déjà, lors d'un précédent séjour au Kenya quand il était sénateur, il avait fortement marqué les esprits. Au Ghana, la visite hautement symbolique au fort de Cape Coast, un lieu historique de la traite des Noirs, fut le moment fort du premier séjour d'Obama en terre africaine en tant que président américain. Et son discours au parlement de ce petit pays fut légitimement considéré comme un véritable honneur. En tous points, ce déplacement fut l'occasion de mesurer l'ampleur de l'Obamania en Afrique.

L'Amérique en reconquête

Dans les faits, l'administration Obama est en nécessaire reconquête en Afrique. Les huit années de présidence de Bill Clinton avaient été marquées par un retour, ou même un point de départ diront certains, de relations entre les Etats-Unis et l'Afrique. Le continent noir n'avait jusqu'alors jamais réellement attiré l'attention de Washington, qui consacrait l'essentiel de sa politique étrangère à l'Europe, le Moyen Orient, l'Amérique latine, et plus récemment l'Asie. De cette manière, l'Afrique restait le seul rempart au leadership américain depuis la fin de la guerre froide, simplement du fait du désintéressement de la Maison Blanche pour les questions africaines. Les premières initiatives de l'administration Clinton en Afrique furent caractérisées par une politique d'intervention dans le règlement des crises. A la suite des échecs

en Somalie et au Libéria, qui ont été un véritable fiasco tant militaire que politique, un certain nombre d'experts avaient annoncé un retrait de Washington de la scène africaine.

Pourtant, il semble au contraire que c'est à la suite de ces opérations que l'Afrique est devenue un dossier plus important à Washington. Parallèlement, le continent africain a intéressé les investisseurs américains dans les années 90, notamment les matières premières et les produits énergétiques, à tel point que les Etats-Unis sont devenus, en quelques années, l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique. Enfin, Washington a apporté une aide au développement conséquente aux pays africains à la même époque, s'imposant rapidement comme l'un des principaux donateurs.

Ces initiatives furent en grande partie abandonnées sous l'administration Bush, plus concentrée sur la guerre contre le terrorisme, et voyant dans les pays africains un terrain potentiellement propice au développement d'activités terroristes plus qu'une terre d'opportunités. Ainsi, pendant huit ans, les Etats-Unis perdirent pied dans le continent africain, d'autant que l'unilatéralisme américain eut des effets négatifs sur l'image de Washington dans cette région, comme ailleurs dans le monde. C'est pourquoi, bénéficiant d'une immense popularité en Afrique, Barack Obama y est véritablement en reconquête, et c'est sous cet angle qu'il faut comprendre le "nouveau partenariat".

La Chine fortement implantée

Barack Obama doit cependant faire avec un nouvel acteur qui s'est considérablement renforcé en Afrique au cours des dernières années : la Chine. On parle même de Chinafrique pour qualifier la relation de plus en plus étroite que Pékin entretient avec l'Afrique subsaharienne, notamment dans le cadre des échanges économiques et commerciaux. Mais il serait trompeur de limiter l'action de la Chine dans la région à ce seul aspect. Aujourd'hui, ce sont près de 1 500 soldats chinois qui y interviennent dans des opérations de maintien de la paix de l'ONU (MOMUC et MINUL). Pékin est devenue un acteur majeur en Afrique subsaharienne, et Obama en a particulièrement conscience, puisqu'il le fit lui-même remarquer à son adversaire John McCain lors d'un des débats présidentiels télévisés à l'automne dernier.

(Suite page suivante)

A l'heure actuelle, si Obama bénéficie d'une image exceptionnelle sur le continent où vit une partie de sa famille, la Chine est bien le pays qui apporte ce dont les Africains ont le plus besoin : des investissements massifs. Et sur ce terrain, la crise économique à laquelle font face les Etats-Unis n'invite pas à l'optimisme quant à une reprise massive des investissements américains. La présence démographique chinoise joue également un rôle important dans la stratégie de Pékin sur le continent africain. Plus de 150 000 chinois seraient ainsi aujourd'hui installés en Afrique. Cette forte présence vient non seulement de l'implantation de nombreux petits commerçants, mais aussi de l'énorme contingent de travailleurs du BTP, qui une fois leur mission terminée choisissent parfois de rester sur place, où ils sont généralement bien acceptés.

Et tout cela concourt à faire de la Chine un pays plus populaire encore que les Etats-Unis en Afrique, notamment au Ghana, comme l'indiquent les multiples enquêtes consa-

crées à la question publiées par les think tanks américains. Comme quoi, malgré les apparences, la tâche du premier président américain originaire du continent africain ne sera pas aussi simple en Afrique. ■

OBAMA ET LES ÉLECTIONS DU PROCHE-ORIENT

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 9 juillet

Barack Obama n'a pour le moment guère de chance avec les processus électoraux. Les élections israéliennes du 10 février ont débouché sur la mise en place du gouvernement le plus extrémiste qu'Israël ait jamais connu. Il ne faut pas compter sur lui pour rechercher de façon active un accord de paix avec les Palestiniens. Barack Obama devra donc soit abandonner ses espoirs de paix - et donc son objectif stratégique de réconciliation entre les Etats-Unis et le Monde musulman -, soit être contraint d'entamer un bras de fer avec Tel Aviv. L'autre priorité de Barack Obama était la réintégration de l'Iran dans la communauté internationale, l'apaisement des tensions entre les Etats-Unis et ce pays, et une issue raisonnable à la crise sur le programme nucléaire. Son élection et surtout le discours qu'il a prononcé au Caire ont été de grands motifs d'espoir pour de nombreux Iraniens, notamment parmi la jeunesse. Malheureusement, loin de porter à la présidence un candidat modéré, c'est le radical Ahmadinejad qui a été réélu. Ahmadinejad n'a pas hésité contre toute vraisemblance à comparer George Bush et Obama et à tenir un langage d'affrontement avec le monde extérieur.

Les élections ont été manifestement truquées et sans doute le régime a eu peur de l'effet Obama et de l'effet d'entraînement que cela pouvait amener en Iran, et a donc pris le risque d'un trucage massif, qui ne pouvait passer inaperçu, du scrutin. Ceci a produit une vaste contestation populaire dont il est encore trop tôt pour savoir si elle va s'essouffler, se calmer pour mieux rebondir, ou emporter le régime. Pour le moment, Barack Obama a réagi avec une très grande intelligence aux événements iraniens. Il a refusé de suivre les Néoconservateurs et les Républicains qui, en phase avec une partie des médias aux Etats-Unis, lui reprochent d'être trop accommodant avec le régime des mollahs, de ne pas suffisamment défendre l'opposition, et d'avoir un discours trop tempéré au moment où il faudrait mettre au banc des accusés l'ensemble du régime. Barack Obama estime que non seulement cela ne servirait à rien, mais qu'au contraire cela servirait les intérêts du régime qui pourrait ainsi dénoncer les opposants comme des agents de l'influence américaine, ce qui les disqualifierait aux yeux d'une grande partie de la population iranienne. On a là en fait les deux types d'attitudes possibles par rapport à une crise. Est-ce que l'on veut être dans la posture ou dans la réalité ? Est-ce que l'on veut satisfaire sa propre opinion publique, toujours heureuse des positions de force, ou est-ce que l'on veut réellement agir sur le cours des choses et modifier en positif la situation ? Attaquer billes en tête le régime iranien, tirer à boulets rouges sur Ahmadinejad et le Guide suprême de la Révolution, Ali Khamenei, dénoncer le trucage des élections et célébrer le candidat qui a été spolié, Moussavi, attirerait certainement

une très grande popularité à Barack Obama aux Etats-Unis. L'opinion américaine est chauffée à blanc et adorerait ce type de discours. Il n'aurait pour effet que de renforcer les plus radicaux des dirigeants iraniens dans leur détermination et leur faciliterait la tâche en permettant de désigner les opposants comme des agents de l'étranger.

Si le régime a été affaibli, c'est parce que Barack Obama a fait preuve d'ouverture au Monde musulman et à l'Iran depuis sa prise de fonction. Si l'on tenait de nouveau un langage de confrontation, en donnant des leçons au nom du Monde libre dont il serait à la tête, il retomberait dans les travers de George Bush dont on voit où ils ont mené. Barack Obama a raison de s'inquiéter du sort des manifestants, de n'être pas totalement silencieux face à la répression du régime, sans pour autant lui permettre de se présenter en victime d'interventions étrangères en faisant jouer du réflexe patriotique contre la menace extérieure. Par son comportement modéré, Obama porte un coup beaucoup plus sévère en réalité au régime iranien que s'il se lançait dans des diatribes enflammées. Il choisit de peser sur les événements à long terme plutôt que de plaire à court terme au public américain. C'est une chose de plaire au public en faisant des déclarations incendiaires dans des débats télévisés ou dans des éditoriaux dans les journaux, c'en est une autre d'étudier les rapports de forces et de voir comment réellement peser sur les événements. Les peuples du Proche-Orient ne peuvent plus supporter les donneurs de leçons de l'étranger, tellement ils ont été dupés dans le passé proche ou lointain. ■



ÉTÉ 2009

LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATEGIQUE N°74

L'Allemagne, une nouvelle puissance?

Dossier sous la direction de Jacques-Pierre Gougeon

SOMMAIRE /

Autre regard

Le choc des cultures : un choc d'incultures / Yasmina Khadra

Éclairages

Survivances de l'anti-américanisme / Jean-Marie Colombani

Lutte contre le terrorisme : la technologie n'est pas neutre / Ayse Ceyhan

Dossier : L'ALLEMAGNE, UNE NOUVELLE PUISSANCE ?

Pour l'indifférence aux différences / Pascal Boniface

Il faut déconstruire nos classifications / Lilian Thuram

Éditorial / Jacques-Pierre Gougeon

L'Allemagne puissance / Jacques-Pierre Gougeon

Les relations germano-américaines : une nouvelle perspective / Karsten D. Voigt

La politique russe de l'Allemagne : entre attentisme et pragmatisme / Stephan Martens

France-Allemagne : vers une nouvelle rivalité ? / Jacques-Pierre Gougeon

L'Allemagne et l'Europe / Maxime Lefebvre

L'Allemagne et l'Asie / Olivier Guillard

La politique de défense de l'Allemagne : le post-traumatique est encore loin / Jean-Pierre Maulny

La nouvelle politique culturelle extérieure de l'Allemagne / Andreas Görgen

La relation franco-allemande, force d'impulsion en Europe / Bruno Le Maire

Faire vivre la relation franco-allemande / Jean-Marc Ayrault

Une économie malmenée mais insérée dans la mondialisation / Benoît Chervelier

Le nouveau paysage politique en Allemagne / Jérôme Vaillant

Le modèle social allemand en sursis ? / Brigitte Lestrade

L'Allemagne face à l'immigration et l'intégration / Ernst Hillebrand

L'Allemagne face à son histoire / Hélène Miard-Delacroix

France-Allemagne : dépasser les clichés / Bixente Lizarazu

EN LIBRAIRIE

Lecture critique

Comptes rendus

Le trimestre des revues de relations internationales à l'étranger

LES ACTIVITÉS DE L'IRIS

EN VENTE EN LIBRAIRIE
ou sur www.iris-france.org